Christopher Ballantine, Michael Chapman, Kira Erwin & Gerhard Maré, eds, *Living Together, Living Apart ? Social Cohesion in a Future South Africa*

Pietermaritzburg, University of KwaZulu-Natal Press, 2017, 197 p.

Denis-Constant Martin

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/lhomme/32003>

DOI : 10.4000/lhomme.32003

ISSN : 1953-8103

Éditeur

Éditions de l'EHESS

Édition imprimée

Date de publication : 20 juin 2018

Pagination : 203-205

ISBN : 978-2-7132-2734-9

ISSN : 0439-4216

Référence électronique

Denis-Constant Martin, « Christopher Ballantine, Michael Chapman, Kira Erwin & Gerhard Maré, eds, *Living Together, Living Apart ? Social Cohesion in a Future South Africa* », *L'Homme* [En ligne], 226 | 2018, mis en ligne le 20 juin 2018, consulté le 07 janvier 2021. URL : <http://journals.openedition.org/lhomme/32003> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/lhomme.32003>

Ce document a été généré automatiquement le 7 janvier 2021.

© École des hautes études en sciences sociales

Christopher Ballantine, Michael Chapman, Kira Erwin & Gerhard Maré, eds, *Living Together, Living Apart ? Social Cohesion in a Future South Africa*

Pietermaritzburg, University of KwaZulu-Natal Press, 2017, 197 p.

Denis-Constant Martin

RÉFÉRENCE

Christopher Ballantine, Michael Chapman, Kira Erwin & Gerhard Maré, eds, *Living Together, Living Apart ? Social Cohesion in a Future South Africa*, Pietermaritzburg, University of KwaZulu-Natal Press, 2017, 197 p.

- 1 C'EST L'OMNIPRÉSENCE de l'expression « cohésion sociale » dans le discours politique aujourd'hui dominant en Afrique du Sud qui a incité les éditeurs de ce volume (issus de l'Université du KwaZulu-Natal ou de l'Université de Technologie de Durban) à réunir un groupe d'universitaires (dont quelques doctorants) appartenant à des disciplines très diverses, afin de réfléchir aux problèmes que soulève la récurrence de ce thème dans les motivations des politiques publiques et d'envisager les modalités possibles d'un « vivre ensemble » dans l'Afrique du Sud du XXI^e siècle. Le point de départ de cette entreprise est sans doute formulé par Kira Erwin qui considère que la notion de « cohésion sociale », telle qu'elle est employée par les dirigeants sud-africains, relève d'un verbiage creux qui peut être nocif (p. 39). Cette notion ne saurait être envisagée autrement qu'avec, en arrière-plan, l'histoire de l'Afrique du Sud, du « vivre séparé » résultant de l'organisation raciale de la société institutionnalisée et consolidée durant la période de l'apartheid (1948-1994). Sans sous-estimer l'importance des changements

qui se sont produits dans les années 1990 (suffrage universel en 1994 ; constitution de 1996 incluant en son chapitre II une déclaration des droits [*Bill of Rights*] particulièrement étendue), les auteurs s'accordent pour observer que bien des aspects de la « vieille » Afrique du Sud ont survécu dans la « nouvelle » : les fondements capitalistes de l'économie n'ont pas été bouleversés, une pensée raciale catégorisante imprègne encore profondément les représentations de la société et encadre des politiques telles que le *Black Economic Empowerment* (Gerhard Maré, Kathryn Pillay) ; le système éducatif demeure inégalitaire et s'avère incapable de susciter un sentiment d'appartenance nationale (Ahmed Bawa). Il s'ensuit que le harcèlement et les violences sexuelles n'ont pas diminué (Jackie Dugard & Bonita Meyersfeld) et que la « transformation »¹ dans le sport est loin d'être achevée, d'autant que sa professionnalisation a entraîné un dépérissement des équipes communautaires et scolaires (Leigh-Ann Naidoo). Une des continuités les plus manifestes réside probablement dans la reconnaissance des anciennes « autorités tribales » et le renforcement de leurs privilèges par le *Traditional Leadership and Governance Framework Act* de 2003 : « Cette loi », écrit Thuto Thipe, « a centralisé le pouvoir dans les mains des chefs traditionnels aux dépens des gens qu'ils servent, suivant en cela le modèle de direction qui a été consolidé pendant la période coloniale et l'apartheid » (p. 69, ma traduction ainsi que pour toutes les citations suivantes) Pourtant ces chefs dits « traditionnels » ne le sont pas vraiment, les « pouvoir pâles » ayant fortement manipulé les hommes et leurs fonctions pour en faire des instruments de l'administration. Le maintien des catégories tribales et la perpétuation des structures qui leur sont liées contribuent à maintenir les inégalités qui gangrènent l'Afrique du Sud du XXI^e siècle.

- 2 Le constat est sévère et détaillé ; il confirme ce que bien d'autres études récentes ont déjà établi. Mais, et c'est ce qui fait tout l'intérêt de ce volume, les auteurs ne s'y arrêtent pas et s'en servent plutôt comme d'une base pour formuler des propositions susceptibles de construire une authentique « cohésion sociale », au-delà des mots et de la manipulation du patrimoine (Njabulo S. Ndebele, Kiran Erwin). L'exigence préalable est que les dirigeants reconnaissent les difficultés que vit quotidiennement une grande partie des Sud-Africains, qu'ils en ressentent de l'inconfort et du malaise (Gerhard Maré). Une telle position morale menant à une prise de conscience empathique des réalités, si elle apparaît nécessaire, est toutefois loin d'être suffisante ; pour qu'elle soit suivie d'effets concrets, elle doit inspirer une lutte déterminée contre les inégalités et leurs causes (Kira Erwin). Pourtant, l'accent mis sur la dimension éthique du pouvoir politique, et ce, alors que la présidence de la République était occupée par Jacob Zuma, avait le mérite de souligner la nécessité de créer les conditions d'un dialogue reconnaissant la diversité intrinsèque de la population sud-africaine (Himla Soodyall & Faye Reagon), non pour l'enfermer dans des unités figées et imperméables, mais afin d'imaginer les moyens de rapprocher les Sud-Africains dans l'acceptation de leurs différences (Michael Chapman). Cela suppose de penser l'existence de désaccords et de les considérer sereinement comme fondement de la cohésion (David Spurrett). Les institutions d'enseignement devront être le lieu privilégié de ces débats qui serviront à formuler les grandes orientations philosophiques susceptibles d'éveiller démocratiquement le sens d'une destinée commune (Michael Gardiner). Dans cette perspective, il semble particulièrement important que l'enseignement crée les conditions d'un véritable multilinguisme : « À long terme, tous ceux qui sortent de l'école devraient connaître suffisamment une

langue autre que la leur pour leur permettre de continuer à la pratiquer avec compétence dans les carrières qu'ils auront choisies » (Rajend Meshtrie, p. 105).

- 3 Autre tâche à laquelle devraient s'attacher les responsables des programmes et les enseignants : réévaluer l'histoire sud-africaine, notamment le combat contre l'apartheid, pour mettre un terme au mythe de « la lutte » (*the Struggle*) qui a fini par légitimer toutes sortes d'autoritarisme, de prévarication et de concussion, et pour mettre en évidence les contradictions qui ont traversé la collaboration comme la résistance et le sens « chaotique » (*messy*) de ces notions (Jacob Dlamini, Ahmed Bawa). C'est donc encore sur la construction de principes moraux partagés que mettent l'accent la plupart des auteurs. Certains d'entre eux suggèrent également que soient envisagées des mesures plus concrètes : de grands projets nationaux impliquant les secteurs publics et privés, ainsi que des organisations non gouvernementales et des individus, consacrés, par exemple, aux enfants des rues, aux mathématiques à l'école ou à la mortalité maternelle et infantile (Ahmed Bawa). Dans un pays où la criminalité demeure un fléau, la sécurité devrait être complètement repensée en tenant compte des études qui soulignent que, contrairement aux idées reçues, ce ne sont pas les barbelés, les caméras de surveillance et les résidences fermées (*gated communities*) qui protègent, mais le lien social : « [L]es murs élevés donnent à ceux qui sont à l'extérieur un sentiment d'exclusion. Ils renforcent les inégalités et sont vécus comme agressifs [quand] les liens humains créent et assurent la sécurité ; la solidarité à la base est ce qui importe en matière de sécurité » (Monique Marks, pp. 62-63).
- 4 Enfin, au-delà des principes moraux, pour assurer l'efficacité des politiques concrètes, le rôle de l'art ne saurait être sous-estimé (Christopher Ballantine). La musique populaire, le jazz sud-africain tout spécialement ont été des pratiques à la fois créatrices et unificatrices ; la musique des jeunes Africains, le *kwaito*, est devenue multiraciale ; même la musique dite « classique » d'origine européenne a progressivement absorbé des éléments de musiques africaines. Souvent, comme l'affirme le compositeur Kevin Volans, « l'intégration esthétique précède l'intégration politique » (cité p. 118). La poésie (Michael Chapman), voire la broderie dans le cadre d'ateliers féminins (Brenda Schamahmann) le confirment.
- 5 *Living Together, Living Apart ?* a le mérite d'envisager globalement l'avenir de l'Afrique du Sud. Les auteurs décrivent de manière circonstanciée la situation du pays au milieu des années 2010 ; ils partent des problèmes qu'ils ont identifiés pour proposer, sinon des solutions, du moins des pistes de réflexion qui dépassent l'énoncé de simples propositions politiques, économiques et sociales, mais reviennent à la nécessité de retrouver l'assise morale qui avait motivé le combat contre le racisme et l'apartheid afin de renouer, par tous les moyens – y compris les pratiques artistiques –, des liens sociaux qui n'ont en fait cessé de se distendre depuis 1994. Cela supposerait une véritable révolution mentale dont on voit mal, aujourd'hui, comment elle pourrait se traduire en politique, tant les antagonismes sont exacerbés, entre partis ou au sein même du parti jusqu'à présent dominant, l'*African National Congress (ANC)* – comme son congrès de décembre 2017 l'a prouvé une fois de plus –, tant aussi ces antagonismes utilisent encore les fractures provoquées par la division raciale de la société et semblent souvent sous-tendus par la recherche de l'accroissement des intérêts particuliers. L'avenir dira si le nouveau président sud-africain, Cyril Ramaphosa, voudra, et pourra, amorcer cette révolution mentale.

NOTES

1. Le terme « transformation » a, en Afrique du Sud, un sens particulier : il désigne un processus de changement qui doit rectifier les déséquilibres « raciaux » hérités de l'apartheid.